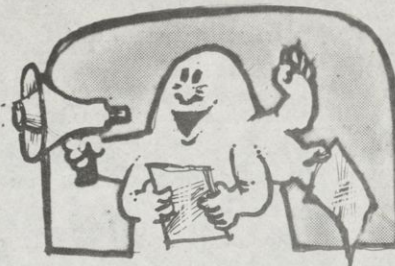




# QUEST INFORMATION

2f



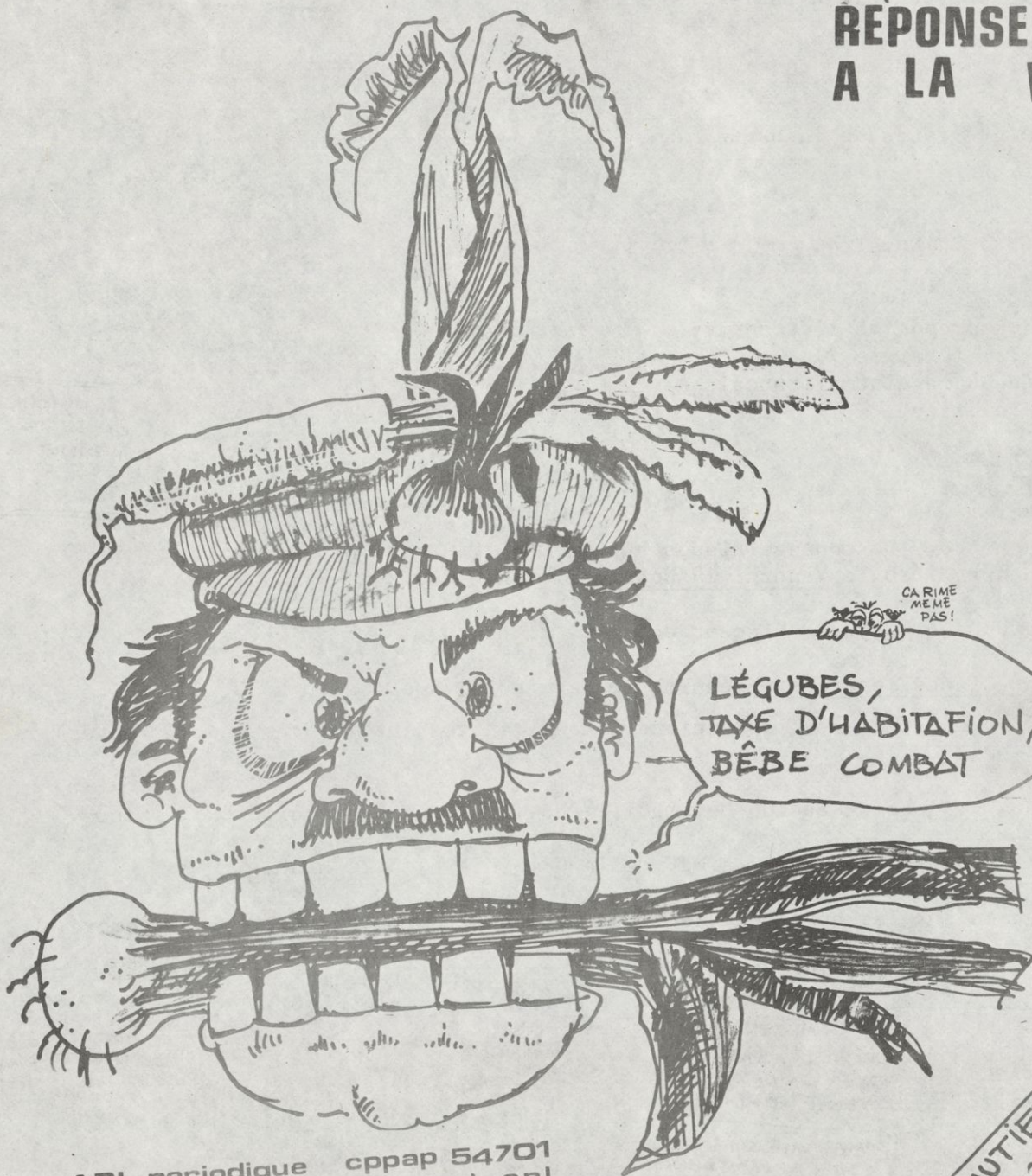
15 NOV  
N°161

APL: 29 rue Jean Jaures  
cppap 54701 44000 nantes.  
tel 73.82.48.

## VENTE DIRECTE DE LEGUMES

## AUTOREDUCTION DE LA TAXE D'HABITATION:

## REPONSE POPULAIRE A LA VIE CHERE



CA RIME  
ME ME  
PAS!

LÉGUMES,  
TAXE D'HABITATION,  
BÊBE COMBAT



A QUAND  
LES VENTES  
DIRECTES DE  
PILULES ET DE  
CAPOTES?

APL periodique    cppap 54701  
dir. m. clavel    imp spé. apl

GAUTIER, C'EST PAS FINI  
PLIOUTCH A ST NAZ

# sommaire :

CETTE SEMAINE, ON A FAILLÉ PUBLIER  
(UN PEU PLUS, ÇA PASSAIT)

## OUVRIERS :

- P 1 & 2 : GAUTIER, ce n'est pas fini !  
P 3 : Liquidation de CARNAUD  
: CITROEN Rennes : les intérimaires  
donnent le ton  
P 4 : COIGNET : Baisse de la paye/..

## QUARTIERS :

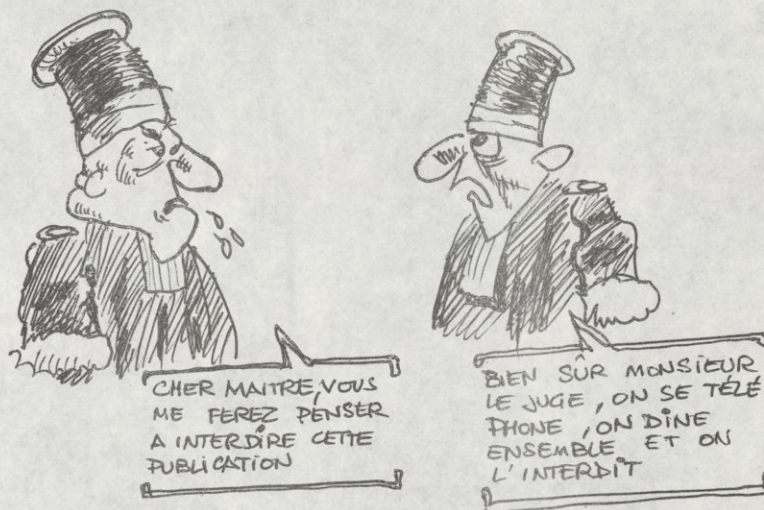
- P 5 : Centres Sociaux : la Mairie doit  
reculer !  
P 6 & 7 : Dervallières : 3<sup>o</sup> vente directe  
de légumes  
P 8 & 9 : Autoréduction de la taxe d'habi-  
tation.

## NUCLEAIRE :

- P 10 : Soutien aux grévistes de la Hague.

## GATTI A ST NAZAIRE :

- P 11 à 13 : PLIOUCHTCH à St Nazaire.  
P 14 : Basques déportés à l'Ile d'Yeu.  
P 15 : Polémique : à propos de l'attentat  
fasciste à la Librairie 71.  
P 16 : Cinoche : un autre cinéma français.  
P 17 : Courrier - Polémique.



# calendrier :

- RECTIFICATIF de l'annonce " Le montage diapos sur le CHILI" à REZE parue dans le n° 160 : La réunion aura lieu le Vendredi 19 Novembre et non le 12...
- Mardi 16 Nov : KIRJUEL au FJT, Bld Vincent Gache, à 21 h 00.
- Comité de Soutien Etudiants Inculpés : réunion le Mercredi 17 Nov. à 20 h 30, à la cité universitaire Fresche Blanc ;  
; Réunions Facs ( lettres; droit/Sces Eco, Sciences)  
le Jeudi 18 Nov. à 14 h 30.
- Comité de Soutien aux Basques : Réunion Mercredi 17 Nov. à 21 h, Fraternité Protestante.
- Comité Place : réunion jeudi 18 Nov. à la MJC de la Géraudière, à 20 h 30.
- Quartier Nord : Réunion sur les autoréductions de la taxe d'habitation Jeudi 18 Novembre.
- Cinéma ( ANRC ) : Salle Vasse les 19 - 20 - 21 Nov. : Six filmx français inédits...  
( voir article p 16 ).



# GAUTIER CA N'EST PAS FINI !

Gautier (matériel de minoteries) est une petite boîte de la métallurgie : 120 personnes dont 85 ouvriers.

La section CFDT (ex CFTC) existe depuis plus de 20 ans. La syndicalisation est très forte et tout le monde se connaît. Lorsque les ateliers débrayent, il n'y a pas de jaunes. La boîte a été occupée en 68, comme les autres boîtes, mais les conflits sont très rares.

Il n'y a eut que 2 débrayages :

- en 73 sur les horaires
- en 75 sur la répartition uniforme des salaires.

Le patron "compréhensif" cède facilement sur les revendications sans qu'il soit nécessaire de se mettre en grève : l'ambiance est bonne, le travail assez bien payé en comparaison des autres boîtes (pour un Pl 600 Fr de plus qu'à la Stella) pratiquement pas minuté, le plus souvent les pièces sont exécutées d'un bout à l'autre par le même ouvrier.

"Ici on fait du beau boulot"

Mais la gestion est déficiente : ainsi le brevet "Godet Sanfond" n'est pas exploité, même s'il gêne les concurrents, aucune publicité n'est faite sur la production. Tout ça ne plait pas aux banques même si le patron s'en contente. Il n'y a pas assez de bénéfices, la boîte est déclarée non rentable.

Chaque semaine, plusieurs PME ferment, asphyxiées par les banques. Cela exprime que chez Gautier, ce n'est pas directement le patron qu'on attaque mais la politique du pouvoir en matière de restructuration visant à supprimer les petites boîtes.

Le 8 Juillet, les licenciements sont annoncés, mais il faudra attendre la fin septembre pour que le bilan soit déposé ( la direction a voulu éviter un moment les licenciements de délégués) Dès le 1er juillet les Gautier avaient manifesté à la Préfecture, organisé une conférence de presse, l'issue de la boîte ne faisait pas de doute. Une augmentation de 3% était pourtant obtenue pendant le préavis.

## AVEC LES AUTRES PME "RESTRUCTURÉES"

Pour éviter la dispersion et rester un mois de plus dans la boîte, les vacances sont prises pendant le préavis. Il devient possible en Septembre de populariser et surtout d'agir avec d'autres PME-Métallurgie de la région, elles aussi en lutte contre les licenciements.

Stella (Cycles) dont l'activité est encore mise en prolongation par la Chambre de Commerce : 21 licenciements annoncés sur 63

Nacoma (équipements de chalutiers pour le transport du poisson) en dépôt de bilan malgré les reventes menées sur l'alimentation.

FTV (moules en caoutchouc pour pneus de voiture) 22 licenciements sur 140. Entreprise qui travaille surtout pour la CPIO.

La coordination et les contacts fréquents entre les luttes des PME est permise par la Commission PME-Métallo de la CFDT, favorisant l'implantation de nouvelles sections syndicales.

## MALADIE DE SAISON:

# les petites boîtes boitent



# LA MOBILISATION

- Une première manifestation commune (Gautier, Nacoma, Stella) regroupant une centaine de personnes a eut lieu Place du Commerce.

- Une autre à la Mairie de Chantenay (FTV, Gautier, Nacoma, Stella) où se réunissait la Commission Paritaire de la Métallurgie sur l'emploi. L'ambiance est chaude, les patrons sont à l'intérieur de la mairie et entendent les haut-parleurs. Les manifestants pique-niquent sur les pelouses, de nombreuses boites sont venues apporter leur soutien (Damifer, SEN, Guillovard, etc..)

- Un nouveau pique-nique à la Mairie des Gautiers seulement, avec tracts et hauts parleurs. Ils montent à l'intérieur et visitent tranquillement : "On vient seulement faire parler de nous" Affolement dans les bureaux, on demande une délégation pour faire cesser ce remue-ménage. Elle sera reçue mais on en attendait pas tant !

- Sans parler des manifestations sur les rue piétonnes, les délégations la participation au 23 octobre avec stand au Champ de Mars, même si cette journée a été ressentie comme juxtaposée à la lutte.

Mais les autres boites ne sont plus aux cotés des Gautier, que s'est-il passé ?

A la Nacoma, les travailleurs sont dispersés depuis la fermeture, début septembre.

A FTV, les licenciés vont peut-être être réembauchés par la CPIO.

A la Stella la fermeture est évitée mais 21 travailleurs sont licenciés

La combativité n'est plus la même, même si la coordination existe toujours par l'intermédiaire de la CFDT.

# Et maintenant ?

Mais la jonction avec les autres luttes de la région (Record, Cheix etc..) se révèle très difficile en dehors du même secteur, car il faut rompre avec une mentalité professionnelle étroite et les structures interprofessionnelles sont presque inexistantes (ça commence sur la ZUP Carquefou, à St Herblain et à Rezé où il existe des commission de zone CFDT, si elles n'ont qu'un but d'information, elles permettent des contacts entre militants isolés dans leur boite ou dans leur secteur d'activité)

Il est encore plus difficile d'envisager un travail avec le collectif chômeurs, tant les structures et les mentalités sont encore séparées et étroites entre secteurs (division actifs-chômeurs).

Les Gautier : eux, sont bien décidés à continuer le plus longtemps possible la lutte pour la relance de la boite, d'autres actions sont prévues. (La Sercel a maintenant les mêmes problèmes) Déjà la production et la vente de cornières a atteint son but :

Populariser au maximum la lutte auprès de la population

Gautier ce n'est pas fini

## ENQUÊTE APL



# LIQUIDATION DE CARNAUD ?

Les dirigeants de Carnaud (notons au passage que l'ancien PDG, Jean François Poncet, est le secrétaire Général à l'Elysée) ont décidé le démantèlement de la société sous prétexte de restructuration. En clair la vente de l'usine de Nantes est prévue dans ce plan et 600 licenciements pourraient intervenir à long terme.

Or cette entreprise est viable : elle a réalisé 4 milliards 250 millions de chiffre d'affaires en 1968, 9 milliards pour 1975. Cette progression s'est faite, cependant aux dépens de l'emploi puisqu'on est passé de 7950 à 7380 salariés.

Dans l'immédiat 112 licenciements ont été annoncés. Les travailleurs ont réagi pour s'opposer à la liquidation de l'entreprise et une manifestation était organisée le mardi 9 novembre 1976 devant la préfecture où siégeait le Conseil Général. Une intersyndicale CGT-CFDT a été reçue par le Président du Conseil Général.

Après une discussion au sein du Conseil, où il est apparu que l'important était d'adopter la position la moins compromettante possible, une motion a été votée, qui relate l'EMOI du Conseil et l'"engagement de tout mettre en oeuvre, en étroite liaison avec les municipalités, les parlementaires et les pouvoirs publics pour le maintien intégral de l'entreprise".

Devant ce voeu pieux, les syndicats ont réaffirmé que c'est l'action des travailleurs qui doit contraindre la majorité à agir concrètement contre les mesures néfastes envisagées par la direction à l'encontre du personnel.

Jeudi matin, la section de la Basse Loire du Parti Communiste a organisé une manifestation sur le marché de Couëron invitant la population à signer une pétition "contre toute suppression d'emploi et contre la fermeture de l'usine."

Correspondant APL

# CITROËN . RENNES . LES INTÉRIMAIRES DONNENT LE TON

Le 15 octobre dernier c'était la paye des intérimaires SBS\*. Ces ouvriers sont surexploités (9,05F de l'heure) dans l'insécurité de l'emploi la plus grande. Mais en plus on les vole sur ce qu'ils peuvent gagner.

Ce jour là en effet plusieurs intérimaires constataient que les heures supplémentaires manquaient, que les primes avaient sauté etc..

Ce fut un mécontentement général, certains déclaraient que dans ces conditions "ce n'est plus la peine de travailler" et laissaient "couler" leur voiture. Les fiches de paie circulaient, s'échangeaient pour constater d'autres vols sur les horaires. D'autres allaient voir des collègues sur d'autres chaînes, des discussions s'engageaient à la pause avec les embauchés Citroën qui approuvaient la juste colère de leurs collègues de chaîne.

Face à cela la maîtrise s'inquiète, certains contre-maîtres sentant souffler sur la chaîne un vent mauvais pour eux interviennent en force dans les groupes de discussion... et promettent que les "erreurs" seront réparées, ils demandent à chacun ce qui manque, ils vont téléphoner à SBS... Si cela se vérifie, se sera une victoire pour les travailleurs de Citroën, SBS ou non (les ouvriers Citroën approuvant ouvertement les SBS devant les chefs d'équipe). Sinon, les travailleurs auront fait la démonstration de leur force grandissante, en auront pris conscience, et cela aussi est une victoire.

Correspondant HR

\*SBS est une boîte d'intérim qui n'est qu'un prête nom pour Citroën. On peut ajouter aux avantages qu'y trouve Citroën celui de tourner les conventions collectives ; par l'intermédiaire de SBS, des ouvriers ayant un CAP sont embauchés comme OS avec une paye correspondante, ce que Citroën n'aurait pas le droit de faire directement...

PS : Les intérimaires ont été payés depuis.

# COIGNET : BAISSE DE LA PAYE

Coignet, c'est une boîte de bâtiments préfabriqués qui emploie environ 300 travailleurs.

L'usine est à Carquefou, mais il y a des chantiers à Saint-Nazaire et Paimboeuf.

- Mardi dernier, (le 9 novembre) c'était l'arrivée des bulletins de paye. Les ouvriers du chantier de Paimboeuf se rendent compte que le patron (Rouisseau, président de la chambre de commerce) leur a sucré 2 à 3 francs par jour de frais de déplacement (17 au lieu de 20 francs).

De plus, il paye les indemnités repas en tickets-restaurant non monnayables.

- Immédiatement, les 13 travailleurs du chantier décident de se mettre en grève. Ces réductions sont ressenties comme une insulte par les ouvriers (il faut dire que les conditions de travail ne sont pas bonnes chez Coignet et que chez les autres ouvriers, c'est le ras le bol !)

- Le patron va commencer par refuser toute négociation avec les ouvriers du chantier de Paimboeuf tant qu'il y aura la grève.

Puis enfin, vendredi dernier (12 nov) il accepte de discuter avec les délégués du personnel.

### Les ouvriers obtiennent :

- le remboursement des tickets-restaurant du mois d'octobre (donnés à la fin du mois et donc inutilisables) ;
- au cours de la grève, les ouvriers ont appris par les syndiqués CGT de chez Kuhlman (Coignet construit un bâtiment pour Kuhlman) qu'une prime leur était dûe. En effet, Kuhlman verse une prime d'hygiène et d'aptitude\* pour les ouvriers de Coignet qui n'en n'ont pas vu la couleur. Interrogé, Coignet a répondu que cette prime n'avait pas été payée par Kuhlman. Mais il a dû affirmer que dès qu'il l'aura reçue, il paiera !
- de plus, le jour férié du 11 novembre sera payé, et les journées de grève récupérées et payées.

### ET LES RETENUS SUR LES BULLETINS DE PAYE ?

Les ouvriers du chantier de Paimboeuf avaient déjà commencé à s'organiser. Un comité de grève avait été créé et des contacts pris avec les autres chantiers.

Il faut noter que la section FO bâtiment de chez Coignet a soutenu à fond le mouvement suivi par les délégués CGT.

Mais, pour continuer la négociation le patron veut la reprise du travail. Elle a eu lieu hier, lundi 15 novembre. Cependant, les discussions continuent cette semaine, car ce qui n'a pas été obtenu vendredi dernier, c'est un réajustement correct des frais de déplacement.

Et les travailleurs de chez Coignet ne sont pas décidés à se laisser faire !

### Un ouvrier de chez Coignet

- \* Les ouvriers font un travail dangereux car ils travaillent en contact avec des produits toxiques. Ils ont droit après visite médicale à une prime d'hygiène et d'aptitude de 1,06 francs de l'heure soit environ 180 francs par mois. Mais il faut savoir que cette prime est due depuis le mois de mai.

## ETUDIANTS INculpés :

Le Comité de Soutien aux étudiants inculpés appelle à différentes réunions afin d'organiser soutien et popularisation sur chaque faculté.

### Le programme des réunions :

En Droit Sciences Eco, réunion Comité de Base Jeudi 18 à 14 h 30 (RDV dans le hall)

En Lettres, réunion Jeudi 18 à 14 h 30, (RDV dans le hall fac de Lettres).

En Sciences, réunion Jeudi 18 à 14 h 30, dans l'amphi C.

La prochaine réunion du Cté de Soutien est fixée au mercredi 17 à 20 h 30 (C.U. Fresche Blanc).

# OFFICE DES CENTRES SOCIAUX

## LA MAIRIE

### DOIT RECULER

A l'affiche des Centres Sociaux, la lutte pour l'obtention d'une convention collective continue.

Lundi 8 Novembre le personnel a obtenu une entrevue avec le Maire sans avoir en aucune façon repris le travail, ce que Cuéille (adjoint) posait comme condition (Cf APL 160). Sur ce point il a du reculé.

Lors de cette rencontre le maire s'est déclaré favorable à une négociation devant aboutir avant le vote du budget - ce qui est le point de vue des grévistes. Il semble que la mairie renonce à sa tentative de laisser pourrir, et ne souhaite pas que le conflit s'éternise. En effet la détermination des grévistes n'est pas entamée et si le conflit se prolonge et se durcit, il y a risque de voir mise en accusation la politique suivie en matière d'animation socio-culturelle.

La mairie ne souhaite sans doute pas qu'il y ait des pavés dans sa "vitrine", six mois avant les élections.

### Les négociations sont engagées

Dès le lendemain mardi 9 novembre les discussions étaient engagées entre les délégués du personnel soutenus par la CFDT Santé Service Sociaux, régionale et nationale, et les employeurs de l'office. La discussion s'est engagée sur les bases proposées par le personnel.

Les employeurs ont refusés de s'engager de quelque façon que ce soit, mais rendez-vous à été pris pour le mardi 16.

Les négociations sont maintenant engagées, le personnel continue son mouvement de grève et attend les résultats de la réunion de mardi.

Correspondant APL

## CREATION A NANTES D'UN COLLECTIF D'ENFANTS

Pour les parents qui cherchent une alternative à la crèche, à la nourrice ou à la maternelle et qui désirent que leurs enfants évoluent parmi d'autres enfants

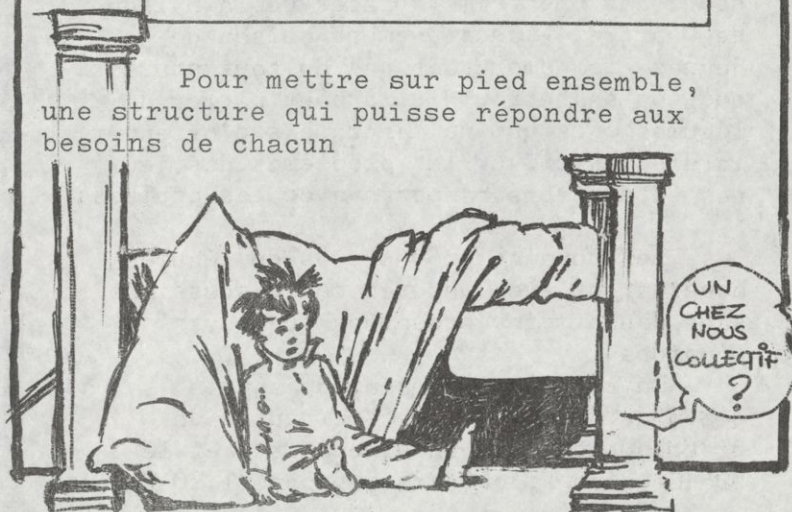
Pour les parents qui désirent prendre en charge réellement l'éducation de leurs enfants,

une réunion aura lieu

le SAMEDI 20 NOVEMBRE  
à partir de 15 H

38, rue de la Tullaye - NANTES

Pour mettre sur pied ensemble, une structure qui puisse répondre aux besoins de chacun



# DERVALLIÈRES : des habitants prennent en main la 3<sup>e</sup> VENTE DIRECTE DE LÉGUMES

Fin octobre, à la précédente vente, les habitants avaient affirmé leur volonté de voir continuer les ventes de légumes organisées par le collectif d'animation et une équipe de paysans-travailleurs...et même de les continuer eux-mêmes.

Aux tracasseries d'un flic, dépêché là paraît-il à la demande des commerçants du quartier, ils avaient tenu tête.

"Si votre femme habitait le quartier vous croyez qu'elle achèterait ses légumes où ce matin ?"

Réponse évidente du flic, mais contradictoire avec sa présence face à une foule populaire.

Des idées avaient fusées :

"On devrait faire la vente à la Maison de Jeunes ; en 68 c'était là qu'on allait chercher la bouffe", nous raconte une femme qui habite ici depuis 16 ans.

"On devrait déposer les légumes, planquer le camion et prendre la vente en main nous-mêmes ; les flics ne pourraient pas s'en prendre aux paysans : c'est quand même nous qui habitons ici.. j'ai bien 2 heures le samedi matin pour faire ça !"

## ON PRÉPARE LA SUITE

On prit rendez-vous pour faire calmement le bilan des deux premières ventes et puis voir si on allait continuer et comment.

La réunion fut très animée dès le début car une femme, usager de la Maison de Quartier - anciennement Maison de Jeunes - ne comprenait pas du tout pourquoi on se retrouvait là pour parler de légumes ; ce qui ne manqua pas d'orienter la discussion sur les problèmes des jeunes et de leurs rapports avec les adultes.

Les copains producteurs de légumes observaient avec intérêt ces discussions sans doute moins ordonnées que leurs réunions.

En tous cas, nous avons appris plein de choses sur les circuits de distribution, les intermédiaires et le trajet d'un kilo de mâche, payé 1,20 F.

à la campagne et acheté 6 F. en ville. Ce qui était clair et indiscutable : les gens du quartier affirmaient : "nous allons continuer".

## OÙ ? QUAND ? COMMENT ?

Nous avons décidé de nous revoir pour faire des affiches sur les circuits de distribution. Mais des bruits commencent à nous arriver : les commerçants (Unico et Radar du centre commercial) ne nous laisseraient pas déposer la marchandise. "Ce n'est pas après eux qu'on en a, mais contre le système d'intermédiaires".

Fallait-il se déplacer, les surprendre ailleurs ? L'augmentation du prix de l'essence, les impôts locaux, les grosses non désirées et l'avortement supplanterent ce soir-là, les performances sportives de l'équipe de St-Etienne.

## UN PETIT MARCHÉ SOUS UNE PLUIE BATTANTE

Samedi matin la vente fut prise en main sans problème par les gens du quartier descendus de leurs étages dès qu'ils virent la camionnette arriver, avant l'heure fixée.

Le marché fut installé en un clin d'oeil ; seul problème : faire les additions de tête parce que la pluie battante empêchait d'écrire sur les papiers trempés.

A la fin nous entendons une femme qui crie contre nous depuis sa fenêtre "vous n'avez pas le droit, vous n'avez pas payé de droit de place".

Nous l'encourageons à venir discuter avec nous, elle descend.

- "vous ne payez pas de droit de place" (cette question n'avait pas tourmenté jusque là les 300 personnes qui avaient fait leur provision de légumes) ;

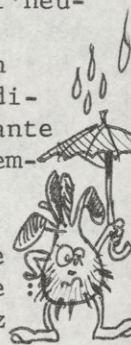
- "ha oui, ça vous dérange que l'Etat ait à peu près 5 F. de moins dans ses caisses ? Vous ne trouvez pas qu'on en paie assez ? et sur tout ?... vous êtes percepteur ?

- "mon mari vend des légumes au marché".

Grand discours sur son boulot ; elle, elle gagne 3 370 F. aux PTT... les femmes des Dervallières sont des feignantes... (on croit rêver) oui, des feignantes qui préféreraient rester au lit jusqu'à 9H !

Des femmes lui disent que d'autres aux Dervallières le voudraient bien et même du boulot tout simplement.

"Je donnerais bien ma place pour aller à la retraite mais ne n'en trouverais





pour prendre ma place, elles préfèrent rester au lit jusqu'à 9H du matin !"

## LA DISCUSSION est très zanimée

Un couple, dont on sait d'autre part qu'ils sont sympathisants du PC, a l'air consterné et distant. Cette femme en effet est au PC.

Nous nous séparons en parlant d'une prochaine fois. Les habitants des Dervallières donnent leur conclusion : "les commerçants n'ont rien fait parce-- que c'est nous, leurs plus anciens clients qui feront l'étal".

- TOMATES : 1,50 F. le kilo
- POIREAUX : 1,50 F. le kilo
- MACHE : 3,00 F. le kilo
- CAROTTES : 1,30 F. le kilo

Correspondance APL

EN MARGE DES VENTES DIRECTES NOUS AVONS INTERVENU POUR VOUS

DES GROSSES LEGUMES DE LA DISTRIBUTION ON N'EST PAS DES VENDUS

POUF POUF



un groupe d'habitants du quartier le collectif d'animation des Payéans travailleurs

## AUTORÉDUCTION DE LA TAXE D'HABITATION

Lundi 8 novembre a eu lieu une réunion sur le quartier nord (Bout des Landes, Bout des Pavés, Chêne des Anglais) à laquelle ont participé plus de 50 habitants, à propos des impôts locaux.

C'est que la note est salée !

Plus de 600 F. pour un studio, plus de 900 F. pour un F3.

Un participant a même pu montrer que la totalité des allocations logement perçue sur l'année n'était pas supérieure au montant de son impôt !

Un ouvrier plus âgé que les autres, n'envisageait qu'une solution : "je ne paierai pas, qu'est-ce qu'ils peuvent me faire ? Je suis au bout du rouleau, je n'ai rien à perdre ; bien sûr, si j'étais jeune... mais maintenant..."

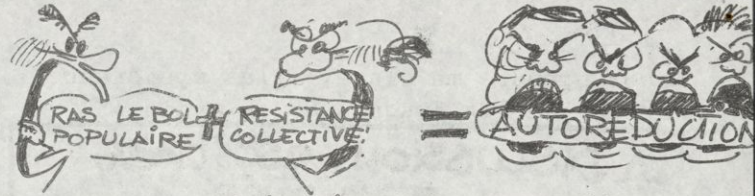
Chez beaucoup, il y avait de la colère et une volonté de ne pas se laisser faire

En tatonnant un peu, en faisant des comparaisons avec d'autres quartiers, en voyant à quoi servent les impôts locaux, plusieurs idées sont ressorties :

- la taxe d'habitation est un impôt injuste car elle frappe sans distinction les pauvres et les riches, elle ne tient aucun compte du revenu. Elle frappe donc plus durement les ouvriers, les petits salariés ;

- La taxe d'habitation varie selon les secteurs géographiques en fonction de leur degré d'équipement, Résultat : les travailleurs qui habitent les quartiers populaires à la périphérie des grandes villes paient les routes, rocades les prisons et autres cimetières (quartier nord) alors que les bourgeois habitant le centre ville ont la chance d'habiter des quartiers finis depuis longtemps dans lesquels les travaux sont beaucoup plus faibles.

Et eux n'ont pas à prendre le bus pour aller travailler ou aller faire leurs courses ; ils n'ont pas le bruit des autoroutes...les bourgeois profitent les travailleurs paient, quoi d'anormal ?



- souvent la séparation entre lieu d'habitation et lieu de travail fait que les communes où vivent les travailleurs ne sont pas celles où ils travaillent. Conséquence : beaucoup de communes à dominante populaire ne touchent que peu d'impôts venant des entreprises, c'est encore aux travailleurs de payer.

## COMMENT LUTTER ?

- L'étalement, c'est possible. Ça aide mais au bout du compte, on paie pareil. Et la mairie, les impôts, en cette période de préparation des municipales, sont prêts à le faire, ils ont même sorti un formulaire tout prêt à remplir. Le faire collectivement, oui, mais c'est peu.

- Le dégrèvement c'est déjà beaucoup plus difficile. Il faut être un cas : chômeur, malade, toucher de l'argent du fond national de solidarité. Bref, il faut être bien dans la merde.

Et encore, seules les démarches individuelles sont prises en considération par un "responsable" des impôts qui octroiera ou n'octroiera pas un petit quelque chose en moins. Ça colle pas non plus.

- Alors on en est venu à l'idée de dégrèvement réalisé par les habitants eux-mêmes, l'autoréduction quoi !

La base n'a pas été difficile à trouver : on regarde ce que paient les habitants des quartiers du centre pour des types d'appartements correspondants, on évalue la différence en moyenne (200/300 F) et on la soustrait du montant.

Ce n'est pas le refus de l'impôt, ce n'est même pas la volonté de faire payer les riches plus que les pauvres, c'est tout simplement le refus de faire payer aux travailleurs des quartiers populaires les frais d'une politique qui les défavorise à tous les niveaux.

## COMMENT FAIRE ?

Le risque de l'autoréduction, c'est tout simplement de payer un supplément... de 10 % puis de 20 %...sur ce qui n'a pas été payé.

Alors, bien entendu, seul le rapport de force, la solidarité entre les quartiers populaires peut nous faire gagner, mais il y a aussi d'autres protections, juridiques celles-là.

C'est le système du compte bloqué. On ouvre un compte dans un organisme très officiel (la Caisse des Dépôts et Consignations sauf erreur) et chacun y verse ce qu'il n'a pas payé. C'est le système déjà employé pour le refus de l'augmentation des charges locatives dans plusieurs endroits.

Si on gagne, on récupère l'argent, si on perd... c'est pour les impôts mais sans augmentation.

## LES PERSPECTIVES

Une nouvelle réunion doit avoir lieu jeudi 18 novembre avec des précisions sur le calcul de l'impôt, sur ce que paient les habitants dans les différentes communes et mettre au point notre projet avec le plus de gens possible. (un tract doit être distribué sur le quartier).

Mais il devait y avoir avant une coordination avec les autres quartiers et qui n'a pas eu lieu faute de combattants.

Ce sera pourtant nécessaire car seule une action coordonnée nous donnera les moyens d'une action effective pour faire reculer le pouvoir et la Mairie.

Un participant

Note APL :

*vient de paraître.*

Les autoréductions

(Grèves d'usagers et luttes de classes en France et en Italie 72/76)

de Yann Collonges et Pierre Rondal

chez Christian Bourgeois



## Assemblée générale d'AR FALZ à NANTES

AR FALZ-La faucille, mouvement culturel progressiste et unitaire, regroupe des militants de toute la gauche sur la Base : Bretagne (culture bretonne) Socialisme et Laïcité.

Pour AR FALZ, le problème culturel breton est fondamentalement un problème de la gauche, c'est à dire du mouvement ouvrier et populaire, car il concerne d'abord des travailleurs exploités par le système capitaliste.

C'est un aspect de leur aliénation.

Dans cette perspective, le problème culturel breton est intimement lié à l'économie, notamment au niveau de l'emploi et de l'émigration.

La section de Nantes tiendra son assemblée générale le samedi 20 novembre à 16 Heures au Centre Jean Macé (90 rue du Préfet Bennefoy à Nantes).

Les orientations du mouvement y seront présentées ainsi que la recherche d'alliances à gauche.

D'autre part, les activités de la branche pédagogique SKOL VREIZ (l'école bretonne) seront commentées. Cette revue sera désormais rédigée à Nantes.

Renseignements complémentaires auprès de Per Rhun, 19 rue des Bergeronnettes, 44800 Saint-Herblain.

AR FALZ

# SOUTIEN DES ANTINUCLÉAIRES DE L'OUEST AUX GRÉVISTES DE LA HAGUE

LES COMITES ANTINUCLÉAIRES réunis au Pellerin (Loire-Atlantique) les 6 et 7 novembre apportent leur soutien à la lutte des travailleurs de la Hague.

Étaient présents :

Comité de Défense de l'Environnement du Pellerin, CRIN de Nantes, CRIN de St Nazaire, CRIN de Vendée, CRIN de Rennes, CRIN d'Erdeven, CRIN de Lorient, CRIN Bigouden, CLIN de Porsmoguer, CRI-LAN de Basse Normandie, Association pour la défense de l'environnement de Liré et sa région, Ancenis Nature, Collectif Antinucléaire de Braud St Louis.

## Nous dénonçons :

• Le virage industriel et la privatisation du CEA qui aboutissent à la dégradation des conditions de travail et de sécurité.

• La prise en main de cette industrie par les sociétés multinationales capitalistes (SPUK, Creusot-Loire) qui ne considèrent que les profits énormes à réaliser.

• Le silence sur les risques encourus par les travailleurs et les populations et les conséquences sur leur santé.

• La répression policière qu'ont subie les travailleurs de la Hague.

## Nous réclamons :

.. La garantie de l'emploi pour tous les travailleurs du nucléaire, notamment dans la gestion des déchets existants.

.. la publication de toutes les études et des différents plans ORSEC-RAD permettant aux populations de prendre conscience des risques graves encourus.

.. L'arrêt de la construction et du fonctionnement des centrales nucléaires françaises, ainsi que l'arrêt de la vente de centrales nucléaires à l'étranger.

.. L'ouverture d'un débat populaire qui ait pour but d'évaluer nos besoins énergétiques véritables.

.. La reconversion de cette industrie nucléaire imposée par les technocrates et le développement d'énergies nouvelles décentralisées et non polluantes.

## Nous pensons :

qu'un tel changement de politique énergétique n'est compatible qu'avec une remise en cause radicale et globale de la société.

Le combat de nos comités et celui des travailleurs du nucléaire ne doivent pas être dissociés ; c'est pourquoi nous appelons à la solidarité et au soutien des travailleurs de la Hague en grève, notamment par une aide financière au soin de chaque groupe et par la diffusion du film " Condamnés à réussir ".

Pour le soutien financier

Maurice Gallis  
Résidence Calligari  
rue de Tourville  
50100 CHERBOURG



# PLIOUTCH

## À ST. NAZAIRE



Tatiana et Léonid Plioutch sont arrivés vendredi à Saint-Nazaire à l'invitation de l'équipe d'Armand Gatti dans le cadre de l'animation collective pour la libération de Boukovski.

Après une rencontre avec les ouvriers de la SNIAS, les Plioutch participaient vendredi soir à un débat à la MJEP.

Les réponses de Plioutch aux questions des participants peuvent s'ordonner autour de quelques grands thèmes.

### L'UTILISATION DE LA PSYCHIATRIE POUR LE MAINTIEN DU TERRORISME POLICIER

La psychiatrie soviétique est essentiellement un outil de répression au service de ce que Plioutch nomme le terrorisme policier.

Il n'existe pas de domaine propre d'une psychiatrie-curative de "troubles mentaux cliniques" ; c'est uniquement à partir de critères policiers que le psychiatre intervient.

Plioutch connaissait la politique de l'Inquisition médicale mais il ne savait pas que l'admiration de Van Gogh était un signe évident de troubles mentaux graves.

Les peintres abstraits et en particulier Picasso, sont pour les gens du KGB, au dernier degré de l'aliénation mentale.

Après avoir été empêché de poursuivre ses recherches en biologie du cosmos, Plioutch s'occupa avec sa femme de pédagogie et des jeux d'enfants, ce qui fut taxé de "activités subversives".

Ce sont donc toutes les opinions ou les actes les plus quotidiens qui sont possibles d'un diagnostic psychiatrique, dès qu'ils sont contraires à l'ordre ou aux croyances bureaucratiques.

La folie est invoquée pour l'arrestation et la condamnation des opposants mais Plioutch insiste sur le fait que l'internement a pour fonction de produire

réellement des troubles mentaux qui justifient a posteriori la répression.

Il cite le cas d'opposants poussés au suicide par des psychiatres qui les persuadaient de leur folie et leur ôtaient tout espoir de libération.

Quant à lui, Plioutch avait des connaissances psychiatriques qui lui ont permis de mesurer les effets des médicaments dans le processus de dépersonnalisation qu'on lui imposait.

Il a pu ainsi les contrôler partiellement et simuler certains états qui ont atténué la vigueur du traitement.

Mais c'est essentiellement la force du soutien extérieur qui lui a permis d'espérer et a contraint les psychiatres à une certaine retenue : la levée du secret est donc une revendication essentielle pour les opposants internés.

Plioutch ne s'estime pas compétent pour juger de l'efficacité thérapeutique de la psychiatrie comme "science" mais il a rencontré de réelles souffrances dues à des troubles mentaux et pense qu'une psychiatrie humaniste devrait tenter de les atténuer.

### LES FEMMES

Dès l'instruction Tatiana Plioutch a compris que le procès conduirait Léonid à l'internement.

Elle a effectué toutes les démarches possibles auprès des autorités soviétiques qui ont gardé le silence.

La seule réponse fut un accroissement de la surveillance quotidienne de toute la famille, des chantages, des menaces pour l'empêcher d'ébruiter l'affaire.

Tatiana insiste sur la solidarité active envers son mari de tous les opposants soviétiques, au-delà de leurs divergences d'analyse politique.

Elle met en avant la solidarité journalière des femmes soviétiques anonymes dont les conditions de vie sont pourtant pires que celles des hommes.

En désespoir de cause elle s'est alors résolue à faire appel à la solidarité internationale.



## Non à la lutte minoritaire

## Oui à la lutte partisane ?

- sur le plan de l'efficacité politique la violence minoritaire ne lui semble pas permettre le rassemblement des oppositions ;

- sur le plan de l'éthique politique, il pense qu'on ne combat pas la terreur par la terreur.

Il fait cependant une place particulière à la lutte partisane armée qui peut être la seule forme possible d'opposition.

En tant que marxiste, il pense qu'il faut rassembler les forces d'opposition qui peuvent combattre pour le communisme.

## L'OPPOSITION en URSS.

- Le seul groupe d'opposition réellement organisé est le fait d'intellectuels techniciens pour qui la libéralisation du régime, la circulation des informations sont indispensables aux progrès économiques.

- La classe ouvrière réagit de manière plus silencieuse puisque tous ses organes d'expression autonome ont été décapités au profit de syndicats et d'un parti complètement bureaucratés.

Les ouvriers luttent avant tout pour l'amélioration de leurs conditions de survie matérielle et le débat politique sur le pouvoir n'existe pratiquement pas.

Plioutch signale cependant que des groupes ouvriers ont été récemment arrêtés.

- Une partie de la paysannerie revendique la liberté religieuse mais ceci ne débouche pas sur une contestation globale du régime.

- Enfin, les minorités ethniques et nationales se réorganisent après une dure répression.

Beaucoup d'internés et de déportés sont des intellectuels tatars ou ukrainiens qui revendiquent leur identité nationale.

Plioutch utilise trois paramètres pour qualifier l'URSS :

- Au plan général, il parle d'un capitalisme d'Etat fondé sur la terreur ;

- Au plan interne, d'un chauvinisme de grande puissance à l'égard des minorités nationales (Ukrainiens, Tatars...) ;

- Au plan externe, il parle d'un impérialisme qui cherche le renforcement des peuples à la libération (interventions en Hongrie, Tchécoslovaquie, vente d'armes aux pays arabes contre les Palestiniens etc...)

Pour Plioutch, cette situation n'est pas séparable de la manière dont a été conduite la lutte pour le pouvoir.

C'est la conception léniniste du parti d'avant-garde et de la violence minoritaire qui expliquent selon lui la violence instituée actuelle qui s'étend à tous les rapports quotidiens et tend parfois à échapper au contrôle de l'appareil d'Etat (ex : luttes au sein d'appareils policiers).

Le terrorisme est la condition de survie de ce régime d'exploitations et passe par le contrôle absolu de l'information, la manipulation des idées, la surveillance constante des populations.

Plioutch pense qu'on pourrait parler d'idéo-cratie ou même "d'idéocratie" dans la mesure où la théorie marxiste est réduite à une idéologie intouchable aux mains d'une minorité.

Cette idéologie est complètement abattardie tant l'argumentation politique officielle est faible et en complète régression par rapport aux temps de la révolution.

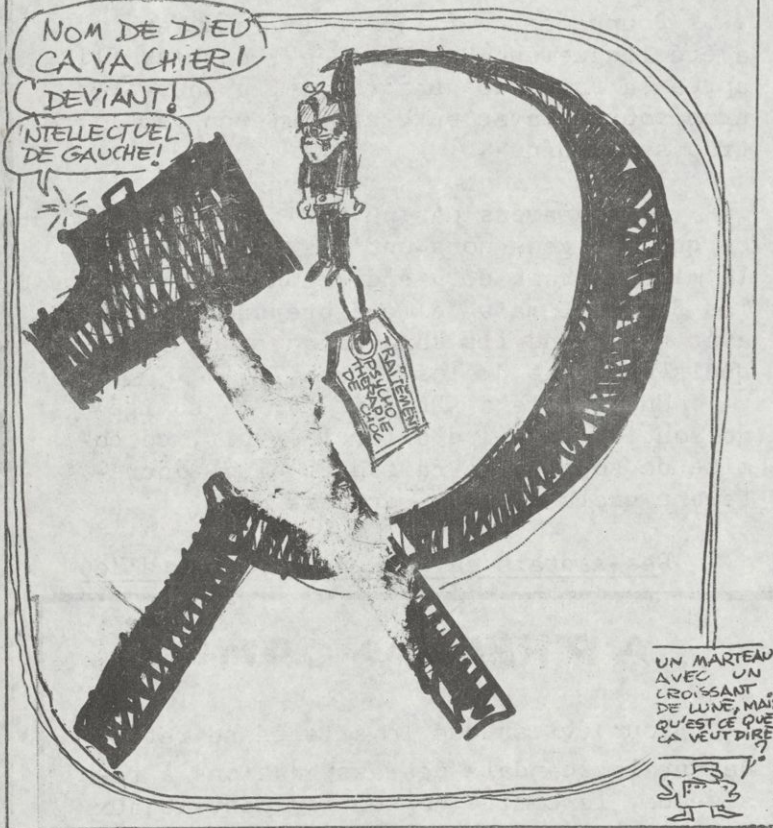
La liberté d'opinion est officiellement assurée mais sa réalisation concrète constitue un délit de droit commun.

Plioutch ne pense pas que la violence minoritaire (ex; Baader, Meinhof) constitue une réponse satisfaisante aux terrores institués.

Plioutch soutient que la priorité politique est la convergence de ces oppositions en vue d'une démocratisation du régime.

Cette action est selon lui, inséparable de celles menées dans les pays fascistes. Plioutch estime que la militarisation du pouvoir, l'utilisation de la terreur atomique, la dégradation générale de l'environnement vont dans le sens d'une universalisation du terrorisme d'Etat.

La lutte pour la démocratisation devient partout fondamentale.



*Pour briser le silence:  
information sur les  
oppositions à  
l'intérieur du pays*

Le pouvoir de la bureaucratie repose en partie sur le silence et elle craint surtout la publicité faite aux procès et aux internements qui révèlent l'existence des oppositions.

La diffusion de toutes les informations à ce sujet est primordiale ; c'est à ses yeux, le meilleur moyen d'aider les opposants incarcérés ou internés.

Pour Plioutch, cette solidarité ne peut être qualifiée d'"antisoviétique" puisque ce ne sont pas les soviets ouvriers qui ont le pouvoir mais la bureaucratie d'Etat.

L'antisoviétisme réel est celui du terrorisme d'Etat.

correspondance APL

## COMITE DE SOUTIEN à la REPUBLIQUE ARABE DEMOCRATIQUE SAHRAOUIE

Le Comité de Soutien à la RASD de Nantes convoque à une réunion le 23 Novembre à 20 H 30 à la Fraternité Protestante.

### ORDRE DU JOUR

- discussion sur les textes du 3 ème congrès du F Polisario réuni en Aout 76 dans les territoires occupés.
- le point sur la situation actuelle
- programme d'activités sur Nantes projections de diapos, débats etc..

Pour tout contact avec le Comité s'adresser à la Librairie 71, rue Jean Jaurès, Nantes

## COMITE PLACE

Jeudi 18 Novembre, 20 H 30 à la Maison de Jeunes de la Géraudière, réunion du Comité Place avec à l'ordre du jour :

- action sur les quartiers pour l'application de la loi sur les surfaces corrigées
- Préparation des soirées débats de décembre du CRIN Energie alternatives et aménagement industriel de la Basse Loire
- Action enquête sur la ville Nante

# BASQUES DÉPORTÉS A L'ILE D'YEU:

2 NANTAIS REVIENNENT DE L'ILE D'YEU & TEMOIGNENT

Fromentine, mercredi 10 novembre après-midi. Nous apercevons une 404 sur l'embarcadère, à l'intérieur deux CRS, 4 autres sont dans un café à jouer aux cartes. Que font-ils là ? il n'y a pourtant aucun Basque à Fromentine.

Arrivés à l'île d'Yeu, dès la descente du bateau, nous apercevons les CRS, ils sont cinq en civil plus un motard et un en uniforme. Que font-ils ? Ils escortent les quelques Basques venus à l'arrivée du bateau.

Pour 6 Basques à l'île d'Yeu, (4 hommes et 2 femmes) il y a jusqu'à 150 CRS, il y en a eu 200 disent certains. "Pendant un temps, on les voyait partout" disent les gens. "Ils débouchaient à tous les carrefours".

Dès que les Basques s'en vont en balade, c'est un vrai cortège car ils sont suivis ou devancés par plusieurs CRS en civil, un ou deux en uniforme avec une radio constamment en marche pour signaler au PC où ils sont rendus, plus une 404 et un ou deux motards.

Les Basques ne peuvent pas faire un mètre sans avoir de CRS à les suivre un ou deux mètres derrière eux.

Quand ils sont dans l'hôtel, il y a devant celui-ci une ou deux 404 plus un fourgon, derrière l'hôtel il y a un CRS continuellement en faction avec une mitrailleuse, de peur que les Basques ne s'enfuient par la porte de service.

Les CRS, les gens ne les aiment pas, ils sont de trop dans l'île, ils gênent ; les gens en ont marre de les voir partout. Quand ils sont arrivés, ils étaient casqués bottés, armés, plus les boucliers...les gens en riaient.

Mais certains aujourd'hui ne rient plus, un habitant de l'île d'Yeu, parce qu'il avait le type espagnol, s'est fait arrêté par un CRS mitrailleuse au poing pour lui demander ses papiers.

Les cheveux longs, les barbus, les musettes en bandouillère sont longuement dévisagés soit à la descente du bateau,

soit dans les rues.

Nous n'avons pas pris contact avec les Basques, certains nous ont dit qu'on pouvait leur parler, mais eux sont de l'île d'Yeu et en général les commerçants directement en contact avec les Basques, donc pas soupçonnés a priori.

Pourtant une fille de l'île d'Yeu a été longuement "tracassée", par les flics après la fuite des Basques, elle causait trop souvent avec eux, et était un peu trop sympathique.

Nous n'avons pas pu vérifier tout ce que les gens nous ont dit. Bien sûr le mieux serait de prendre contact avec les Basques, mais comment prendre contact avec eux quand ils sont encadrés de flics, quels sont nos droits ?

Un article d'APL fait par le comité de soutien disait d'aller les voir, ce comité de soutien devrait dire plus concrètement quels sont nos droits.

Des nantais en week-end à l'île d'Yeu

## APPEL DU COMITÉ

Pour éviter que le silence ne retombe sur le scandale des assignations à résidence, le comité de soutien nantais aux Basques lance un appel à tous les démocrates. Une réunion se tiendra mercredi 21h à la Fraternité Protestante.

Par ailleurs, le comité a besoin urgent de fonds, environ 1 000 F. qu'il est indispensable de recueillir d'ici la fin de la semaine. Tous les dons peuvent être déposés, sous enveloppe, au nom du comité, à la librairie 71.

Le comité de soutien  
pour la solidarité : FILLON, 40 rue des Chataigniers  
"Les Palmiers" NANTES  
CCP 887 236 T Paris

Note APL : Vous avez le droit d'aller librement rencontrer quelqu'un assigné à résidence, et légalement, la police ne peut vous l'interdire.

Seul inconvénient, vous vous faites fiché...





# À PROPOS DE L'ATTENTAT FASCISTE À "71"

## SOUTIEN à la LIBRAIRIE !

(AVEC AUSSI QUELQUES QUESTIONS)

Dans la nuit du 4 au 5 novembre, la librairie 71 a subi un attentat fasciste qui a occasionné un début d'incendie.

L'APL qui conserve certains liens pratiques avec la librairie 71, se sent concernée par cet événement par un réflexe élémentaire de solidarité antifasciste.

Mais aussi parce-que l'APL avait posé le problème de la sécurité de longue date ; la base financière existait, des décisions avaient été prises, et elles n'ont pas été appliquées.

De la part de la Librairie, c'est une inconséquence. Celle-ci aurait pu avoir des suites plus graves, se doublant d'un flottement politique sur lequel on devrait s'interroger.

"Librairie politique de gauche", cherchant à se dépouiller de son "image gauchiste", la librairie recherche le parapluie des partis.

Ce recul politique en une telle circonstance est lié à l'absence complète de riposte de masse : un rassemblement public, dans l'unité la plus large devant la local en partie incendié (sur la devanture duquel ne figure même pas la moindre affiche de protestation à l'intention du public) était-il impossible ?

En réalité, si la librairie s'est trouvée ainsi attaquée, c'est que précisément elle demeure la boîte aux lettres et le point de contact d'un certain nombre d'activités de masse, de comités divers qui s'y font adresser leur courrier, et de l'APL.

Ce sont ces activités que la librairie doit maintenir et développer, en recherchant un minimum d'implantation populaire, par des initiatives d'animation: la réside la meilleure protection.

Il faut absolument saisir l'occasion donnée par ce dernier "ersatz d'attentat" (le prochain risque lui d'être plus sérieux) pour lancer enfin une discussion large :

- sur le rôle de la librairie, celui qu'elle tient et celui qu'elle ne tient pas ;

- sur l'évolution des milieux fascistes de la région qui paraissent sortir d'une certaine léthargie : n'attendons pas de nous retrouver dans la situation de "lire" de Marseille pour étudier sérieusement ce dernier problème.

- Le Collectif APL -

Justice :

## ENCORE UN ETUDIANT CONDAMNÉ ...

Mercredi 11 novembre, un étudiant Philippe Bourgeon, a été cité devant le tribunal correctionnel suite à une plainte déposée par un étudiant "modéré", Thierry Gérard, sympathisant ou membre de l'UNI, groupuscule d'extrême droite, ce pour "coups, menaces, et vol de documents".

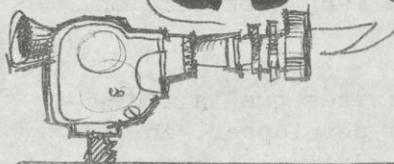
Rappelons les faits à l'origine de cette plainte : le 7 mai, lors des grèves contre le décret Soisson, les "modérés" de divers groupuscules d'extrême-droite voulaient organiser une contre-AG en droit, afin de faire voter la reprise, ce d'autant plus qu'ils étaient assurés de la non-présence à cette AG de la majorité des étudiants, alors favorables à la grève...Là, le nombre d'étudiants grévistes présents pour empêcher cette magouille était plus important que celui des étudiants "modérés". Malgré les provocations d'étudiants fascistes, l'affrontement restera verbal.

Philippe Bourgeon, contre lequel la plainte a été nominalement déposée est alors gardé à vue 24 H à Waldeck-Rousseau, où le procureur se déplacera pour l'interroger, et une perquisition sera effectuée à son domicile. Les grands moyens !

Lors du procès, les témoignages, à charge vont être plutôt contradictoires quant aux vêtements, et quant au fait qu'il y ait eu ou non des coups portés...Devant ces contradictions, l'avocat demandera la relaxe et s'étonnera en outre de ce que la police ait poussé l'amabilité jusqu'à se déplacer au domicile du plaignant pour enregistrer sa déposition. Le tribunal correctionnel estimera qu'il y a eu effectivement "menaces" et "coups sans intention de violence" : 1 mois de prison avec sursis et 500 F. d'amende.

Correspondant APL

# UN AUTRE ASPECT du CINÉMA FRANÇAIS



L'ASSOCIATION NANTAISE DE RENCONTRES CINÉMATOGRAPHIQUES (A.N.R.C.) propose les 19, 20 et 21 Novembre à la Salle F; Vasse six films français inédits à Nantes.

Sous le titre "La face cachée du cinéma français" ou "Un autre aspect du cinéma français" l'A.N.R.C. entend prouver qu'il existe en France un cinéma différent de celui que nous propose les distributeurs et les salles d'exploitation.

Il serait en effet une erreur de croire que le cinéma français d'aujourd'hui se limite au "Juge et l'Assassin" de Tavernier ou à "Mado" de Sautet sans parler des films plus commerciaux tels "A nous les petites anglaises" de Lang ou "Un éléphant ça trompe énormément" de Robert.

En fait à côté de ces films, et ils sont nombreux, qui s'inscrivent parfaitement dans le système du cinéma-spectacle divertissant et qui nous sont imposés par tout un ensemble de production-diffusion destiné à conditionner au mieux le public et à l'aliéner, but non avoué de l'idéologie dominante, il existe un autre cinéma, très difficile à voir et cela pour des raisons économiques et politiques et dont les auteurs se nomment Jean-Luc Godard, René Allio, Marguerite Duras, Marcel Hanoun, Jean-Louis Comolli, Benoit Jacquot, René Féret, Luc Moullet, Pierre Zuaca, Jacques Fantzen, Etc...

En quoi ce cinéma est-il différent ? Tout simplement parce qu'il s'inscrit, en dehors du cinéma normalement diffusé, politiquement, sociologiquement et esthétiquement et que ses auteurs ont une haute conscience et exigence du travail qu'ils font réalisent politiquement des films.

Ce cinéma qui pose des situations politiques et sociales que l'on peut retrouver dans des films qui ne correspondent pas l'idéologie dominante mais néanmoins la servent présente surtout une esthétique différente car il ne suffit pas de dire des choses différentes il faut le dire aussi différemment pour reprendre une idée de Brecht exprimée dans "Sur le réalisme" : "Lénine ne disait pas seulement autre chose que Bismark, il le disait différemment."

## AU PROGRAMME

"Anatomie d'un rapport" de Luc Moullet en présence du réalisateur - "L'Assassin musicien" de Benoit Jacquot - "Vincent mit l'âne dans un pré" de Pierre Zuca - "La femme de gange" de Marguerite Duras - "L'authentique procès de Carl-Emmanuel Jung" de Marcel Hanoun en présence du réalisateur.

Les séances auront lieu à la salle F; Vasse le Vendredi 19 à 21 H, le Samedi 20 à 14 H 30 et 16 H 30 et le Dimanche 21 à 14 H 30, 17 H 30 et 21 H

# DU RIFIFI A LA CHAPELLE / ERDRE

Les Municipales approchent et vont bientôt devenir le problème le plus débattu par les militants de la région, le centre même de l'actualité politique.

L'APL ne peut les ignorer et devra donc en rendre compte.

Que peut-on en attendre ?

Il n'est pas trop tôt pour ouvrir le débat.

Note APL

Avec l'automne, tombent les feuilles....

Avec l'approche des élections municipales "tombent" les listes !

## LA CHAPELLE / ERDRE :

Suburbaine de l'agglomération nantaise qui a vu son accroissement démographique galoper en dix ans. Depuis les dernières élections municipales, de nouveaux chapelains sont arrivés.

Une commune, aussi renommée, à juste titre par son "dynamisme politique" Les Bords de l'Erdre, l'aménagement du Jesvre, le large soutien aux actions paysannes et ouvrières ne sont que des points forts dans un ensemble d'action continues.... et continuelles.

## ON Y TROUVE DE TOUT !

Du paysan fasciste de la FFA au Paysan-Travailleur, de l'extrême droite à l'extrême gauche, de la CFTC à la CGT... on trouve de tout à la Chapelle...

A peu près tous les courants de la Gauche à l'Extrême Gauche, y sont influents. Il y a de quoi rêver !...

A la Chapelle sur Erdre quel peut être : le groupe, le Comité, le Parti, le Syndicat, etc... qui n'est pas "représenté" ?

En face, la Droite Républicaine Indépendante représentée par Mr le Maire Donatien de Sesmaisons (Conseiller Général) et de Mr le Comte Horace Savelli (ex OAS) bat de l'aile sérieusement.

En effet aux dernières cantonales, si de Sesmaisons est passé, c'est grâce à l'apport des voix réactionnaires des campagnes de Treillères, Sucé, Grandchamp...

## UNITE A GAUCHE ?

On pourrait penser que ce merveilleux petit monde de "la Gauche-Consciente" est capable de vivre en bonne intelligence.

Eh bien non !...

La Fragile unité créée par le mouvement des Bords de l'Erdre (par exemple) autour de ces groupes est menacée... Combien y aura-t-il de listes à la Chapelle sur Erdre ? On n'en sait rien (ou peu) : 2,3,4,5???...

On peut s'attendre à tout. Les bruits les plus alarmants courent la campagne.

BIP BOP TAGADAM TAM TAM

## FAIRE UN FRONT UNIQUE !

Au moment où le pouvoir réactionnaire expire en face "on se fout des bâtons dans les roues..." la course au pouvoir est ouverte.

Que le meilleur gagne !

Mais moi j'en connais un qui doit se frotter fébrilement les mains. C'est le Maire. Quelle aubaine ! "Ils ne sont même pas capables de s'entendre pour présenter une liste unique !".

Le seul moyen de faire échec à la Droite est l'Unité de tous les courants révolutionnaires et progressistes... à moins que l'on cherche autre chose ?

Mais quoi ?

Au fait Messieurs des "Etats Majors" politiques, avez-vous consulté la base ?

Un élément de la base qui profite des colonnes de l'APL pour s'exprimer

